



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA LOIRE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS**

*Service Environnement et prévention des risques*

*Immeuble "le Continental"*

*10 rue Claudius Buard CS 40272*

*42014 SAINT ETIENNE Cedex 2*

**ARRETE N°424 -DDPP-11  
portant modification**

Le préfet de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 portant modification de la nomenclature des installations classées ;

VU l'article R. 512-74 du code de l'Environnement qui stipule que « L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives » ;

VU l'arrêté d'autorisation du 30 septembre 2008 réglementant les activités exercées par la S.A. ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES sur le territoire de la commune de MONTBRISON – Zone d'activités des Granges ;

VU le courrier de l'exploitant du 30 mars 2011 actualisant sa situation administrative au regard des nouvelles rubriques des installations classées ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 21 septembre 2011 établi au vu des documents transmis par l'exploitant et des modifications de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement introduites par décret n°2010-369 du 13 avril 2010 ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la situation administrative de l'installation visée ci-dessus ;

**CONSIDERANT** que les rubriques 2710, 1530, 1532 et 2662 sont devenues caduques du fait de la non exploitation, dans un délai de trois ans, de la déchèterie et du centre de tri ;

**CONSIDERANT** que l'exécution de l'ensemble des mesures précitées suffit à garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé ;

**SUR proposition** de Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations ,

**ARRETE**

Article 1 – Le tableau des activités présent à l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2007/0993 du 30 septembre 2008 est remplacé par le tableau ci-dessous :

| N° rubrique | Désignation des activités  | Volume des activités  | Régime |
|-------------|--|---|--------|
| 2714        | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.<br><br>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :<br><br>- 2 : supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1000 m3 | 150 m3  | D      |
| 2716        | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.<br><br>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :<br><br>- 2 : supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1000 m3                  | 100 m3  | DC     |
| 2713        | Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.<br><br>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m2         | 50 m2   | NC     |
| 1432        | Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de),<br><br>2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale inférieure ou égale à 10 m3  | 50 m3 de gazole non routier et de gazole<br><br>Volume équivalent 10 m3                       | NC     |
| 1435        | Station-service<br><br>Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1) distribué étant :<br><br>3 – supérieur à 100 m3 mais inférieur ou égal à 3500 m3   | Volume annuel de gasoil distribué :<br>580 m3 -<br>coef 1/5 :<br><br>Volume équivalent 116 m3 | DC     |

Article 2 – Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LYON. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 3 – Monsieur le sous-préfet de MONTBRISON, Monsieur le directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, Monsieur le maire de MONTBRISON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie, où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 21 OCT. 2011

Pour le Préfet et par délégation  
Le Directeur Départemental de la Protection  
des Populations

Pour le Directeur Départemental  
de la Protection des Populations  
et par délégation,  
Le Directeur Adjoint

Christian MOSCARDINI

Copie adressée à :

- Monsieur le directeur de la société ONYX ARA  
Z.I. Molina La Chazotte  
255 rue Jean Perrin  
42350 LA TALAUDIERE

- Monsieur le sous-préfet de MONTBRISON

- Monsieur le maire de MONTBRISON

- L'Inspection des installations classées, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Unité territoriale de la Loire

- Archives

- Chrono

